

*Le Centre de Formation Educationnelle Liégeois (CFEL), de la Haute Ecole Libre Mosane a pris l'initiative d'organiser une « après-midi d'information et d'animation politique » le 21 avril 2015.*

*Il s'agissait d'une co-organisation étudiants-formateurs, en réponse à une interrogation mainte fois exprimée dans l'institution : « la politique, c'est peut-être important, mais comment puis-je m'y retrouver ? ».*

*L'institution a choisi d'organiser conjointement des séminaires thématiques et des conférences visant à fournir un cadre de réflexion pour répondre à cette préoccupation. Le texte qui suit est celui de la conférence que j'ai été invité à proposer.*

La sollicitation qui m'a été faite est formulée comme suit : « Fournir des clés de compréhension de notre système politique et de sa dynamique évolutive. Une attention particulière sera accordée aux interactions entre système politique et système économique. »

Un impératif est ajouté : « Les présentations devront rester très générales et reposer sur des éléments de description objective. »

Ce projet institutionnel est évidemment impossible à rencontrer, mais sa formulation pose avec bonheur deux questions dont l'explicitation peut être utile pour éviter bien des malentendus sur le sens de l'intervention.

(Notons à ce sujet qu'il est toujours intéressant de se rappeler que toute affirmation implique un rejet – la négation d'une négation : si on avait continué la phrase et si on avait dit : « et reposer sur des éléments de description objective et non sur... » - qu'aurait-on dit ?)

En premier lieu, je peux considérer que ce qui m'est demandé équivaut à ce que les sociologues Callon et Latour appellent un « investissement de forme » : il s'agit, d'une part, de tenter de réduire la complexité pour la rendre saisissable, et, d'autre part, de fournir des « intermédiaires » (schémas, fiches...) en nombre restreint, plutôt homogènes, plus faciles à manipuler que la multiplicité hétérogène des éléments constitutifs d'une réalité en construction (« la dynamique politique en évolution »).

Cette conception concerne des logiques d'acteurs qui tentent de se connecter, de faire se rencontrer leurs intérêts (une institution d'enseignement, des étudiants, des intervenants engagés dans des actions, des bénéficiaires actuels et futurs, tout à coup réunis comme ayant quelque chose à voir/faire ensemble...) ; nous sortons donc d'une logique de transmission de connaissances et d'une logique de description pour entrer dans une tentative de traduction<sup>1</sup> : « voilà les éléments de compréhension que je mobilise pour réaliser mon travail d'acteur et que je peux partager avec vous aujourd'hui, au point où j'en suis »).

1 Pour une définition de la logique de traduction, voir J. Fastrès, « Typologie du travail en réseau - les réseaux ayant pour centre de gravité l'action/les actions », *Intermag.be*, analyses et études 2009, [www.intermag.be/images/stories/pdf/reseau4\\_action.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/reseau4_action.pdf).

Ce faisant, j'assume la modestie du propos (c'est l'investissement que je suis capable de réaliser aujourd'hui ici, dans toutes ses limites et insuffisances) et son caractère simplificateur (c'est le principe de la réduction de la complexité).

Est-ce à dire pour autant qu'il faut totalement congédier la dimension objective ? Je ne le pense pas. On la trouve a minima dans la manière dont les éléments proposés sont justement **mis en forme**.

Karl Popper est allé dans cette direction lorsqu'il a voulu définir la connaissance objective.

Pour lui, elle repose sur une mise en forme de type syllogisme.

Un explicandum est observé ; il est relié à deux prémisses articulées, l'une, générale, mobilisant des connaissances admises pour vraies, l'autre, particulière, constatant leur actualisation dans la situation. L'exemple donné est le suivant : un rat est découvert mort dans le couloir d'un laboratoire (c'est la chose à expliquer – n'y voyons aucune similitude avec la question qui nous occupe aujourd'hui) ; on découvre qu'il a ingurgité x grammes de tel produit et l'on sait qu'au-delà de y grammes, la constitution d'un tel l'animal ne peut y résister.

Le syllogisme est donc

(On sait) que tout rat qui ingurgiterait y grammes de...n'y résisterait pas ;

or on a trouvé dans l'estomac de l'animal X grammes du dit produit ;

on connaît donc la cause de la mort de l'animal.

C'est cette structure logique que nous allons essayer d'adopter pour répondre à la sollicitation de l'institution.

## 1. L'EXPLICANDUM

On constate dans le champ politique une nouvelle forme de domination dont les Etats sont les **acteurs agis** : ils reprennent en effet à leur compte des représentations et des dogmes qui les affaiblissent. Ces représentations et dogmes mettent les évolutions économiques au poste de commande.

Jean-Pierre Le Goff l'énonce ainsi :

« Certains économistes ont tendance à s'enfermer dans leur propre analyse, considérant leur domaine comme une « science » close sur elle-même et capable d'expliquer tout. Mais les mécanismes économiques en question, s'ils ont bien leur consistance et leurs lois propres, n'en sont pas moins régis par des êtres humains qui ne commettent pas seulement des « erreurs » d'analyse et de gestion mais adhèrent, plus ou moins consciemment, à des représentations et à des dogmes. »<sup>2</sup>

Le dogme en l'occurrence érige la « compétitivité économique en objectif premier et en modèle pour les institutions et l'ensemble des activités. »<sup>3</sup>

Les représentations suivantes sont attachées à ce dogme.

- Il n'y a pas d'alternative aux choix (politiques) qui sont faits, les changements qui en découlent sont inéluctables et la politique consiste à « accompagner le changement » si ce n'est à l'accélérer<sup>4</sup> (observons au passage le vocabulaire social qui est employé).
- Le changement, traduit en une série ininterrompue et infinie de « réformes », installe dans la société une curieuse asymétrie<sup>5</sup> : une liberté qui se veut totale pour les uns (ceux qui vont

2 J.-P. Le Goff, *La gauche à l'épreuve, 1968-2011*, Paris, Perrin, 2011, p.272. En lisant ces lignes, on ne peut que penser aux propos du « repentini » Bruno Colmant...

3 *Idem.*, p. 273.

4 C'est la thèse de L. Boltanski dans son ouvrage *Rendre la réalité inacceptable. A propos de « la production de l'idéologie dominante »*, Paris, Demopolis, 2008.

5 J. Blairon « En haut en en bas : emprise de l'Etat et positions sociales », *Intermag.be*, analyses et études 2012, [intermag.be/334](http://intermag.be/334).

ramener la croissance pour autant qu'on les laisse entreprendre ; il faut donc supprimer toute contrainte qui pourrait entraver leurs efforts) ; une contrainte sans garantie pour les autres (il faut désormais prouver, par exemple, que l'on « s'active » pour bénéficier d'une aide sociale qui était autrefois inconditionnelle. « Ceux-là même qui appellent les peuples aux sacrifices n'envisagent pas nécessairement qu'une telle rigueur puisse les concerner ».<sup>6</sup>

- Les programmes politiques se différencient peu par rapport à ce dogme et ces représentations : entre le « libéralisme social » du gouvernement fédéral et le « social-libéralisme » d'un Manuel Valls, les distinguos sont assez ténus...
- En conséquence, cette formule d'Alain Touraine peut résumer la situation : « L'Etat est devenu trop petit pour les grands problèmes et trop grand pour les petits », sur fond d'une « politique de dépolitisation » (c'est une formule de Pierre Bourdieu : puisqu'il n'y a pas d'alternative, les choix politiques prétendent n'en être plus).

Plus profondément encore, on peut observer que se modifie en profondeur le rapport entre la modernité (le fait que les sociétés ne dépendent pas pour leur devenir d'une loi extérieure et l'assument) et la modernisation (les actions politiques qui entendent incarner cette modernité).

On peut suivre Alain Touraine pour remarquer :

« Ce que je viens de dire sur l'Europe peut être résumé par deux constatations fondamentales. La première est qu'elle a été profondément moderne, c'est-à-dire qu'elle a affirmé, défendu et appliqué avant les autres parties du monde l'universalisme de la raison comme celui des droits humains fondamentaux. La seconde est que son mode de modernisation a été très éloigné de son discours sur elle-même ; il a reposé sur une concentration extrême des ressources dans les mains d'une élite dominante animée par une volonté de conquête et d'exploitation de l'ensemble de la population. La modernité de l'Occident, c'est son développement scientifique, sa laïcité, ses mouvements de réforme. Sa modernisation fut l'œuvre des conquistadores, des monarques absolus, des troupes de Napoléon, des colons du capitalisme financier et industriel. »<sup>7</sup>

Mais il faut se demander aujourd'hui si l'écart lui-même n'est pas dénié, si le mode de modernisation capitaliste ne s'aveugle pas tellement sur son degré de modernité, que cette modernisation si imparfaite prétend être le modèle de modernité.

On en fait le constat d'expérience lorsque l'on entend prétendre que le capitalisme est ex officio synonyme de démocratie : la « liberté d'entreprendre » assurerait la liberté tout court...

## 2. L'EXPLICANS<sup>8</sup>

Pour le dire caricaturalement, c'est la mise en cause (la perte) des qualités du mode de modernisation de l'époque industrielle qui peut expliquer la situation présente.

Pour le faire comprendre, j'essaierai de dresser un tableau en cinq parties.

1. L'apparition du mouvement ouvrier au XIX<sup>ème</sup> siècle
2. Le programme des prolétariens (1871) et la construction d'un conflit sociétal
3. L'affaiblissement du conflit et l'apparition des mouvements culturels
4. Le retournement des mouvements culturels et la victoire du « nouvel esprit du capitalisme »
5. L'apparition de mouvements globaux et leur difficulté à se faire entendre.

En conclusion, j'esquisserai les questions politiques que l'on peut déduire de cette explication.

Les tableaux que je dresse constituent évidemment une sorte d'épure construite aux fins didactiques qui nous réunissent ici.

6 J.-P. Le Goff, *op. cit.*, p. 11. Les exemples sont malheureusement permanents.

7 A. Touraine, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil, 2013, pp. 439-440.

8 Pour des raisons de simplification, nous avons choisi de ne pas distinguer, comme il aurait fallu, les propositions de type « universel » et les propositions de type « particulier ».

## 1. L'apparition du mouvement ouvrier

Elle peut se décrire à partir de quatre composantes. Un texte de 1833, publié dans le journal des ouvriers lyonnais *L'écho de la fabrique*, permet de les appréhender<sup>9</sup>.

### A) LA PRISE DE CONSCIENCE QUE L'ON CONSTITUE UNE FORCE DE PRODUCTION CENTRALE

« Dites-moi ce que deviendrait la croûte de la terre **sans l'aspect animé que lui inspire un intelligent labueur, et sans la féconde parure dont l'industrie l'embellit** ; que dirait à votre cœur la surface terrestre, si fière de ses capricieuses marqueteries ? Et pourtant la richesse du travail n'a jamais été considérée dans les systèmes politiques ; encore aujourd'hui elle n'est attributive d'aucun droit. Il est donc vrai que nous sommes, plus que nous ne pensons, mâchurés des préventions de l'ancienne féodalité, et qu'il nous reste quelque chose du mépris qu'en ces temps barbares on avait conçu pour l'espèce humaine ; qu'il nous reste quelque chose de ces mœurs qui faisaient trouver l'esclavage tout naturel, qui ravalait les hommes au niveau des troupeaux, et sous le règne desquelles la tête d'un homme n'était guère qu'une tête de plus dans un cheptel ; sous le règne desquelles il se trouvait taillable à merci et attaché à la glèbe comme la chambranle à l'appartement . »

### B) A CE TITRE, LES OUVRIERS SE LIVRENT À UNE CONTESTATION DE LA HIÉRARCHIE DES RICHESSES

« la terre [3.1] était tout alors ; la terre donnait droit aux offices, aux honneurs ; la terre et le nom de la terre distinguaient les seigneurs ; la terre attribuait la gloire et les diplômes ; la terre méritait à ses possesseurs les grades d'officiers, de généraux, de connétables, de pairs, de rois, la terre élisait (et élit encore de nos jours) les notables, les députés, les électeurs ; la richesse du travail ne transférait rien de tout cela ; c'est à peine si nos politiques de 1830 prennent garde encore à cette puissance nouvelle : ils ne voient toujours que la terre. **La terre produit-elle donc plus que le travail ?** Voyons : tout compte fait le chiffre des productions territoriales s'élève annuellement à quatre milliards environ ; le chiffre des productions des mains de l'homme dépasse quinze milliards. **Le capital représenté par les bras français est donc quatre fois environ plus important que le capital de toutes les propriétés foncières ; et pourtant il est compté pour rien !**

Il faut dire qu'il en fut ainsi des capitaux mobiliers ou industriels jusqu'en 89 ; ils furent émancipés par notre première révolution, et aujourd'hui les financiers, les banquiers et les négociants traitent avec les propriétaires d'égal à égal ; ils partagent avec eux les droits électoraux et les chances de l'éligibilité : c'est un progrès ! Faudra-t-il donc un autre 89 pour émanciper la plus noble, la plus vivante, la plus utile des richesses : celle qui vivifie toutes les autres ? **Car, enfin, si vous n'aviez la puissance des bras pour mouvoir et féconder la terre, pour utiliser les capitaux et leur donner vie, il ferait beau vous voir avec vos pierres, vos genêts et vos broussailles ; il ferait beau vous voir assis sur la caisse où gisent vos trésors !**

### C) PRISE DE CONSCIENCE QUE L'ON POSSÈDE UNE FORCE POLITIQUE

Il n'y a vraiment pas de logique dans la hiérarchie des richesses. **Eh bien ! la tâche de l'avenir est de replacer chaque chose en son lieu, et de rendre la préséance au mérite ; la richesse des bras doit avoir le pas sur les autres, et, comme les autres, doit conférer tous les droits civiques** ; telle est la tendance des idées à mesure que la civilisation gagne ; les différentes richesses seront classées en premier ou en second ordre, selon qu'elles toucheront de plus près à l'intelligence qui est le principe civilisateur.

<sup>9</sup> Pour lire le texte complet et une présentation de celui-ci, voir Jean Blairon et Jacqueline Fastrès, « La révolution que nous attendons... », *Intermag.be*, analyses et études 2009, [www.intermag.be/122](http://www.intermag.be/122).

## D) PRISE DE CONSCIENCE DE LA NÉCESSITÉ D'ARGUMENTER CES POSITIONS AUPRÈS DES CITOYENS

Or, la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres, sera accomplie **quand les ouvriers seront assez instruits pour revendiquer eux-mêmes les droits dus à l'excellence de leur propriété ; jusqu'à ce jour ils n'ont pas pu le faire : ils ne possèdent ni l'art d'écrire, ni l'art de dire ; ils ne peuvent vulgariser les avantages de la richesse des bras !** L'étude de la langue n'est pas leur fait ; et d'ailleurs la tradition des habitudes, dans leurs courts moments de loisir, les conduit au cabaret et non à l'étude ; les corruptions monarchiques leur ont légué cet héritage de leurs pères, et les hommes du pouvoir perpétuent avec soin ces goûts assortis à leurs vues égoïstes.

Vous ne pouvez vouloir l'instruction du peuple ; car, dans un système large et bien entendu d'instruction publique, le travail glorifié serait la première richesse ; les capitalistes en terre ou en argent seraient à genoux devant le travail ; à leur tour ils deviendraient suppliants en face des travailleurs ; et l'ouvrier dicterait alors ses conditions. Il aurait la place que son ignorance vous donne ; il commanderait à la terre et à l'or ; il traiterait d'égal à égal avec ceux qui possèdent l'un et l'autre. En vérité, je le dis, encore une révolution et nous verrons cela !

### 2. Le programme des prolétariens

En 1871, La Commune de Paris se révolte contre le gouvernement de Thiers ; elle est l'occasion d'un moment d'intense production politique, qui traduit en propositions de mesures les orientations du mouvement ouvrier.

Le « **programme des prolétariens** »<sup>10</sup> propose les choix suivants :

- organisation autonome de la production (associations ouvrières, coopération) pour assurer à l'ouvrier l'intégralité des fruits de son travail ;
- création d'un système d'assurance sociale très étendu pour éradiquer le paupérisme ;
- instruction laïque obligatoire pour tous ;
- autogestion politique des citoyens s'incarnant par exemple dans la révocabilité des fonctionnaires lorsqu'ils ne servent pas les intérêts du peuple.

Même si la Commune fut écrasée dans le sang, elle constitue une référence politique pour le mouvement ouvrier dont les luttes vont peu à peu se traduire en droits politiques (épinglons par exemple la loi de 1901 en France qui consacre l'absolue liberté de s'associer).

Une conception de la construction de la société s'en déduit<sup>11</sup> : une société agit sur elle-même d'autant mieux (est d'autant plus moderne) que des adversaires sont d'accord sur une orientation (pour la société industrielle, c'est le Progrès) et s'opposent sur la ressource centrale qui la permet (le capital, c'est davantage les bras des travailleurs que la richesse financière). Leur conflit permet une société de qualité : en l'occurrence, un système d'assurance sociale (congés payés, salaires différés, comme la pension, ou garantis en cas d'accident de la vie), une redistribution des richesses (par l'impôt), une participation au pouvoir (pensons aux différents partis des travailleurs par exemple).

Notons toutefois, au-delà de bien des similitudes, la distance qui sépare cette logique de la conception marxiste qui prétend l'incarner<sup>12</sup> : dans la doctrine marxiste, l'adversaire est un ennemi à détruire, il n'y a pas d'espace d'accord possible ; la classe ouvrière représente à elle seule l'humanité ; c'est la dictature (du prolétariat, c'est-à-dire de l'avant-garde éclairée qui prétend le représenter) qui assure le passage à une société communiste.

10 Voir B. Noël, *Dictionnaire de la Commune, tomes 1 et 2*, Paris, Flammarion, 1978.

11 Elle a été formalisée par Alain Touraine dès son ouvrage *La production de la société*, Paris, Seuil, 1973.

12 Le *Manifeste du parti communiste* de K. Marx et F. Engels s'appuie sur les événements de la Commune de Paris.

La société industrielle à son apogée produit donc le régime de l'Etat-Providence et ses nombreuses conquêtes sociales (ascenseur social par l'école, protection sociale, sécurité sociale...) grâce à l'institution politique du conflit, ce qui produit peu à peu, paradoxalement son affaiblissement (on entre dans une logique de co-gestion du système par des « partenaires sociaux »).

### 3. Le surgissement des mouvements culturels

A la fin des années soixante, des mouvements culturels s'expriment partout dans le monde. On peut probablement les caractériser à partir de quatre composantes.

- **Une forte demande de liberté et d'authenticité** : l'autoritarisme, le pouvoir des « petits chefs » sont jugés insupportables, pendant que la société de consommation est dénoncée pour la perte de sens et de valeur qu'elle produit.

Raoul Vaneigem, par exemple, dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* écrit :

« Voici un homme de trente-cinq ans. Chaque matin, il prend sa voiture, entre au bureau, classe des fiches, déjeune en ville, joue au poker, reclasse des fiches, quitte le travail, boit deux Ricard, rentre chez lui, retrouve sa femme, embrasse ses enfants, mange un steak sur un fond de T.V., se couche, fait l'amour, s'endort. Qui réduit la vie d'un homme à cette pitoyable suite de clichés ? Un journaliste, un policier, un enquêteur, un romancier populiste ? Pas le moins du monde. C'est lui-même, c'est l'homme dont je parle qui s'efforce de décomposer sa journée en une suite de poses choisies plus ou moins inconsciemment parmi la gamme des stéréotypes dominants. Entraîné à corps et conscience perdus dans une séduction d'images successives, il se détourne du plaisir authentique pour gagner, par une ascèse passionnellement injustifiable, une joie frelatée, trop démonstrative pour n'être pas de façade. Les rôles assumés l'un après l'autre lui procurent un chatouillement de satisfaction quand il réussit à les modeler fidèlement sur les stéréotypes. La satisfaction du rôle bien rempli, il la tire de sa véhémence à s'éloigner de soi, à se nier, à se sacrifier. »<sup>13</sup>

D'où le programme de « jouir sans entraves » qui sera mis en avant par les contestataires...

- **Une volonté de défendre également des causes sociales**, mais sans trop les connaître, d'une part, et à partir du texte marxiste d'autre part : la représentation est « révolutionnaire » (on parle de « commune étudiante » à Paris), mais les pratiques sont plutôt celles de « l'avant-garde » éclairée du prolétariat ; la jonction des luttes culturelles et des luttes sociales est plutôt un échec.

- **L'aveuglement sur l'autoritarisme des régimes politiques communistes** est grand ; la coupure par rapport aux groupes que l'on prétend représenter est forte ; elle conduit à un discours de radicalisation déconnecté du réel ; certains étudiants, par exemple, abandonnent leurs études pour aller « s'établir » en usine, s'y rencontrer et organiser « l'avant-garde du prolétariat ». Les déconvenues peuvent être grandes de part et d'autre. Un ouvrier s'exprime ainsi après le départ de ces « établis » :

« Un jour, ces super-mecs, ces bourgeois, ces intellectuels qui vivaient comme nous, avec nous, ils sont tous repartis. Trois ans plus tard, il n'y avait plus personne, un vrai désert. [...] C'est vrai que j'ai eu l'impression d'avoir été blousé [...]. Le choc a été terrible. J'étais fiché, je n'avais que des boulots merdiques, j'étais paumé. Alors j'ai continué la révolte dans un autre registre.

13 R. Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, collection Blanche, ed. Gallimard, 1967, citation issue de la première partie - 'La perspective du pouvoir', section 'La réalisation impossible ou le pouvoir comme somme de séductions': chapitre XV (le rôle).



J'ai pris beaucoup de drogues dures, j'ai persisté dans la marginalité en cassant des pharmacies pour piquer des saloperies. Mes vingt ans ont été gratinés : taule, cure de désintoxication, dépression... »<sup>14</sup>

Du côté des établis, la tâche peut n'être pas aussi enthousiasmante que prévu, ni si facile :

« Pour des jeunes étudiants ou lycéens qui n'ont aucune connaissance du monde ouvrier, et qui ont cru aux grands discours révolutionnaires de leurs dirigeants, le dépaysement est rude et la désillusion amère : « J'ai eu le sentiment douloureux qu'il fallait soulever des montagnes et que je n'y arrivais pas. » »<sup>15</sup>

Bref le bilan des mouvements culturels est mitigé : mise en avant de demandes de liberté et d'authenticité qui vont profondément influencer la société ; discours politiques déconnectés du réel (phraséologie révolutionnaire) ; échec relatif de l'articulation des luttes sociales et des luttes culturelles.

#### 4. Le retournement des mouvements culturels et la victoire du « nouvel esprit du capitalisme » (du milieu des années 70 aux années 90)

Les revendications de liberté et d'authenticité vont faire l'objet d'un retournement massif<sup>16</sup>, notamment parce qu'un certain nombre de contestataires vont se reconvertir. C'est désormais l'entreprise marchande qui va se présenter comme le lieu de réalisation de ces aspirations : son fonctionnement va se dé-hiérarchiser (écrasement des organigrammes, autonomisation et « responsabilisation » des agents et pas seulement des cadres) et s'individualiser (offrant à chaque agent méritant l'occasion d'être reconnu dans son travail et de « se réaliser »).

« Nombre de schémas militants se réinvestissent dans le management et la formation. Les nouveaux managers et leurs conseillers ont tendance à se considérer comme les émancipateurs de l'ère nouvelle, appelant les salariés à s'identifier à l'entreprise moderne, à élaborer un « projet partagé » avec les directions. Et par un curieux chassé-croisé, le management participatif prend des allures autogestionnaires à travers de multiples chartes et projets qui décrètent l'autonomie, la responsabilité et la participation de chacun. »<sup>17</sup>

Pire : les organisations de mobilisation vont se voir reprocher à la fois leur « autoritarisme » et leur trahison des idéaux révolutionnaires : bref, elles porteraient atteinte à la liberté en imposant leur fonctionnement pyramidal et leurs mots d'ordre et elles pêcheraient par inauthenticité...

Derrière le discours, cependant, la réalité sera bien différente. Elle va correspondre à l'apparition d'un nouvel esprit du capitalisme désormais triomphant ; politiquement, il va prendre la forme d'un néo-libéralisme ; socialement, il va correspondre à l'utopie d'un retour à une exploitation sans limites (pour reprendre l'expression de P. Bourdieu<sup>18</sup>).

On peut caractériser cette « nouvelle société » par les traits suivants.

- Le pouvoir s'y exerce par la mise en mouvement. Comme l'énoncent Boltanski et Chiapello, « le plus mobile impose son prix » : les marchés financiers, les multinationales.

14 Cité par J.-P. Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La découverte, 2002, pp. 219-220.

15 J.-P. Le Goff, *op. cit.*, p. 212.

16 C'est la thèse de L. Boltanski et E. Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

17 J.-P. Le Goff, *La gauche à l'épreuve, 1968-2011*, Paris, Perrin, 2011, p.114.

18 P. Bourdieu, « Le **néo-libéralisme**, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », in *Contrefeux*, Paris, Liber, 1999.

La mise en mouvement peut être contrainte et être interne aux organisations : il faut faire bouger sans cesse pour que les travailleurs ne se sentent plus « ni entre eux ni chez eux »<sup>19</sup>. La fixation d'objectifs individuels à dépasser et pas seulement à atteindre fait partie de cet exercice du pouvoir. Une machine à casser les collectifs s'installe via la négociation individuelle des salaires (au mérite) ; le consensus interne est obligé « face à l'ennemi extérieur (le concurrent) et à la contrainte extérieure (le client), on doit se considérer comme « tous dans le même bateau »<sup>20</sup> ».

- La mobilisation de toute la subjectivité est requise (valeurs, confiance, engagement...) non sans paradoxes multiples puisque le lien est unilatéral (le fort ne se sent lié à aucun territoire ni à aucun engagement).

« Le discours d'entreprise n'a jamais autant parlé de confiance, de coopération, de loyauté et de culture d'entreprise qu'à une époque où l'on obtient l'adhésion de chaque instant en faisant disparaître toutes les garanties temporelles (les trois-quarts des embauches sont à durée déterminée, la part des emplois précaires ne cesse de croître, le licenciement individuel tend à n'être plus soumis à aucune restriction. »<sup>21</sup>

Une série de représentations sont construites pour soutenir cette nouvelle forme et elles font l'objet d'un intense travail de diffusion (par l'action de « think tanks » conservateurs). On peut quasi rassembler ces représentations sous la forme des *équations truquées* que Pierre Bourdieu a dénoncées. Il a ainsi dressé la matrice suivante :

MARCHÉ	ÉTAT
liberté	contrainte
ouvert	fermé
flexible	rigide
dynamique, mouvant	immobile, figé
futur, nouveauté	passé, dépassé
croissance	immobilisme, archaïsme
individu, individualisme	groupe, collectivisme
diversité, authenticité	uniformité, artificialité
démocratique	autocratique (« totalitaire ») <sup>22</sup>

- La gauche va se convertir à cette nouvelle vulgate et se faire désormais la défenderesse des vertus de l'entreprise qu'il va s'agir de « libérer » des contraintes pour qu'elle puisse développer son « potentiel » et créer pour amener de la croissance...

19 Propos d'un patron du Medef recueilli par D. Linhart, p. 12 d'un entretien avec l'auteure concernant son ouvrage *Perte d'emploi, perte de soi*, dans notre dossier sur l'auteure : [www.intermag.be/menu-dossier-linhart](http://www.intermag.be/menu-dossier-linhart).

20 *Ibidem*.

21 P. Bourdieu, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Ed. Raisons d'agir, 1998, p. 112

22 P. Bourdieu, « La nouvelle vulgate planétaire », *Interventions*, Marseille, Agone, 2002, p. 448. Ce texte, co-signé avec Loïc Wacquant, est paru initialement dans *Le monde Diplomatique* en mai 2000.



- Les services publics seront donc désormais gérés comme des entreprises, provoquant ainsi un intense désarroi des agents et une « démission de l'Etat » :

« On passe ainsi d'une politique d'Etat visant à agir sur les structures mêmes de la distribution à une politique visant simplement à corriger les effets de la distribution inégale des ressources en capital économique et culturel, c'est-à-dire à une *charité d'Etat* destinée, comme au bon temps de la philanthropie religieuse, aux « pauvres méritants » [...]. Les formes nouvelles que revêt l'action de l'Etat contribuent ainsi, avec l'affaiblissement du syndicalisme et des instances mobilisatrices, à la transformation du *peuple* (potentiellement) mobilisé en un agrégat hétérogène de *pauvres* atomisés, d'« exclus », comme les appelle le discours officiel, que l'on évoque surtout (sinon exclusivement) lorsqu'ils « posent des problèmes » ou pour rappeler aux « nantis » le privilège que constitue la possession d'un emploi permanent. »<sup>23</sup>

- Le travail social va jouer un rôle fondamental dans cette transformation, puisqu'il va transmettre ces représentations (autonomie, responsabilisation, mobilité par activation, contractualisation...) au sein des populations dominées, en leur faisant adopter et soutenir les valeurs d'une société qui a cessé de les soutenir. Plus grave : il pourrait renforcer le caractère d'anti-production d'un état devenu état-mannequin (en cure d'amaigrissement permanent)<sup>24</sup>.

« La machine d'Etat, la machine de répression produisent de l'*anti-production*, c'est-à-dire des **signifiants qui sont là pour colmater et interdire tout processus subjectif de groupe**. Je crois qu'il ne faut pas concevoir la répression, ou l'existence de l'Etat, ou la bureaucratisation, comme quelque chose de passif, d'inerte ; il faudrait plutôt les comprendre de manière dynamique. »<sup>25</sup>

- Des stratégies de « déception » parachèvent le travail, sur fond d'effondrement du bloc communiste. Leurs raisonnements peuvent se formaliser comme suit : « sauver l'emploi, c'est accepter de le détruire partiellement » ; « sauver la sécurité sociale, c'est la démanteler par pans entiers » ; la « désolidarisation » devient la condition du maintien de la solidarité.

## 5. Des mouvements globaux ?

Est-ce à dire que l'économisme a envahi toutes les sphères d'une société qui ne serait plus composée que d'individus poursuivant leur propre intérêt, soumis au chantage du consensus et du mouvement dans une concurrence généralisée, avec une opposition sociale archaïque et des discours de révolte déconnectés de la réalité (tant du fait du gauchisme que du terrorisme islamiste, par exemple) ?

Pour Michel Wieviorka<sup>26</sup>, la réponse est négative. L'on va voir apparaître en effet peu à peu des « mouvements globaux » ; les manifestations européennes de ce samedi 18 avril 2015 contre le Traité transatlantique en constituent un bon exemple, à la suite des mobilisations victorieuses contre les accords de libre-échange à la fin des années 2000.

23 P. Bourdieu (dir.), « La démission de l'Etat », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993. Aujourd'hui, la charité d'Etat fait en outre l'objet d'une intense médiatisation, comme en témoigne l'émission « Vivaforlife ». Voir à ce sujet J. Fastrès, « Viva for life. Risques et enjeux », *Intermag.be*, analyses et études 2014, [www.intermag.be/487](http://www.intermag.be/487).

24 Pour un développement de cet argument, voir J. Blairon, « L'évaluation des politiques publiques : un point de vue progressiste est-il (encore) possible en la matière ? », analyse d'éducation permanente 2013, [www.citoyensengages.be/Questions/Evaluer-les-politiques-publiques-pour-un-meill-%281%29/Contexte.aspx?ThID=32](http://www.citoyensengages.be/Questions/Evaluer-les-politiques-publiques-pour-un-meill-%281%29/Contexte.aspx?ThID=32).

25 F. Guattari, « Le groupe et la personne (bilan décousu) », article d'avril 1968 republié dans *Psychanalyse et transversalité, Essai d'analyse institutionnelle*, Paris, la Découverte, 2003, p. 163.

26 M. Wieviorka, « Les mouvements globaux », in *Neuf leçons de sociologie*, Paris, 2008, p.129 et sq.

Leurs caractéristiques semblent les suivantes :

- le rôle des associations y est important ;
- les actions ne sont pas seulement locales, elles sont souvent en même temps transnationales (M. Wieviorka donne l'exemple du mouvement des Chiapas au Mexique);
- une revendication centrale porte sur le fait d'être reconnu comme acteur, capable de création de soi ;
- le rapport à la politique est assez flottant : tantôt il s'agit d'un appel à des arbitrages internationaux ; tantôt il y a le souhait de réinventer la démocratie surtout interne aux mouvements ; tantôt la dimension politique est absente, voire fait l'objet de méfiance ; tantôt elle se confond avec la recherche d'une visibilité médiatique.

Il y a actuellement un vrai foisonnement de mouvements qui se voudraient globaux ; rien qu'en Belgique, nous comptons dernièrement D19-20, Tout Autre Chose, Acteurs des Temps Présents...  
Pourront-ils renverser la vapeur ?

Sans jouer à la prophétie, on peut dire que ces mouvements seront d'autant plus **faibles** :

- qu'ils se convaincront qu'il leur appartient de tout réinventer, en affirmant que tout doit être remplacé ;
- qu'ils voudront reproduire à l'identique les mouvements culturels des années 60, notamment en donnant la primauté aux revendications « culturelles » et en ratant leur articulation aux luttes sociales ;
- qu'ils s'obséderont sur leur reconnaissance, voire que leurs membres mettront la question de leur reconnaissance individuelle au poste de commande ;
- qu'ils se laisseront tenter par un « apolitisme mièvre » (l'expression est de J.-P. Le Goff), en rêvant d'une société sans conflits, d'une transparence totale et d'un consensus béat entre leurs membres.

A l'inverse, on peut conjecturer que ces mouvements seront d'autant plus **forts** :

- qu'ils connecteront les revendications locales et les luttes globales ;
- qu'ils chercheront à s'allier à d'autres acteurs (comme les syndicats) en affrontant avec eux « les sujets qui fâchent » ;
- qu'ils connecteront systématiquement les luttes sociales et les luttes culturelles, en prenant en compte notamment la situation des plus démunis en toute connaissance de cause (c'est-à-dire avec eux plutôt que pour eux) ;
- qu'ils produiront des propositions politiques effectives, *hic et nunc*, et qu'ils s'organiseront pour les imposer.

La connexion aux éléments constitutifs des succès du mouvement ouvrier semble une source d'inspiration utile. Dans ce cas, les questions centrales porteront sur l'identification d'une ressource centrale pour la production, capable de justifier une transformation de la hiérarchie des richesses ; sur la capacité du mouvement global à réunir tous ceux qui sont mobilisés par la production de cette ressource, qui revendiqueront une participation au pouvoir et des droits à la hauteur de leur contribution.

Bien des éléments poussent à poser que cette ressource est le « capital subjectif », soit des connaissances en développement constant, des capacités créatives et des capacités proprement subjectives, comme l'engagement, la confiance qu'on donne et qu'on reçoit, la mobilisation, la capacité à faire lien...

Ne peut-on penser que le travail social est directement concerné, comme l'a affirmé F. Guattari :

« Nous autres enseignants mais aussi travailleurs sociaux, nous sommes des producteurs de subjectivité et à ce titre nous sommes les ouvriers d'une industrie de pointe qui fournit la matière première subjective nécessaire à toutes les autres industries et activités sociales. »<sup>27</sup>.



*Pour citer cette analyse*

Jean Blairon, « S'appropriier la dynamique politique d'aujourd'hui ? », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, mai 2015, URL : [www.intermag.be/510](http://www.intermag.be/510).

27 J. Oury, F. Guattari, F. Tosquelles, *Pratique de l'institutionnel et politique*, Matrice, coll. Pi, dir. J. Pain, 1985. Pour un développement de ce point, voir J. Blairon « De quelques évolutions du travail social et d'une manière de les appréhender », *Intermag.be*, analyses et études 2015 [www.intermag.be/506](http://www.intermag.be/506).